

LE COURRIER

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS GÉNÉRALES ET DE RÉFLEXION N° 562 DU JEUDI 23 MAI 2019 - PRIX : 300 FRANCS CFA

Nouvel scandale à l'ARCEP

Un marché de plus de deux milliards donnés par entente directe

Jugé infructueux, l'appel d'offre a été pratiquement abandonné jusqu'à cette date du mai 2019 où le gouvernement a décidé de passer outre les obligations légales pour octroyer le cadeau à la société allemande RHODE & SCHWARZ. Intervenue une semaine à peine après le passage, à Niamey, de la chancelière allemande, Angela Merkel, les observateurs soupçonnent une pression de la dame de fer qui a dû revendiquer auprès de Mahamadou Issoufou la part du gâteau des sociétés et groupes allemands. Il n'y a pas que ça.

C'est lors du même conseil des ministres que le gouvernement a également adopté le décret portant approbation de la convention de concession de l'activité du service public de production de l'énergie électrique entre l'État du Niger et ISTISTHMAR WEST AFRICA à travers un contrat de partenariat public privé (PPP), une autre société allemande. Deux marchés de plusieurs milliards au bout d'une mission de moins de 24 heures, le déplacement a été plus que fructueux pour Angela Merkerl...

Lire page 6

Dégradation continue de la situation sociopolitique nationale

Le gouvernement jette de l'huile sur le feu

Secrétariat général du MNSD

La page d'Abdoul Karim Tidjani définitivement tournée



Affaire de faux diplômes dans les services et sociétés d'Etat

Un devoir de clarifications s'impose

Retard dans le paiement des salaires

Des fonctionnaires nigériens broient du noir

Fait divers

La grande mosquée de l'UAM, victime d'attaque d'abeilles

Madame Diana Louise Ofwona a été nommée Représentante Résidente du PNUD au Niger en Avril 2019.

Leader d'opinion et experte en développement international, elle a une expérience avérée dans le domaine du développement et dans la mobilisation des ressources autour des enjeux de développement. Suite à la mise en œuvre de la réforme du Système des Nations Unies en janvier 2019, qui a pour principal objectif de mettre le système en mesure d'accompagner les États membres pour réaliser les objectifs de l'Agenda 2030 pour le développement durable à travers une adaptation de sa structure, les fonctions de coordonnateur résident et celles de représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont été en effet dissociées. Diana Ofwona devient donc la première Représentante Résidente exclusivement PNUD au Niger dans le contexte de cette nouvelle réforme.

Madame Ofwona a occupé, par le passé, d'autres hautes fonctions au sein du Système des Nations Unies, parmi lesquelles on peut citer:

- Directrice Régionale de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) entre 2015 et 2018, à la tête du Bureau pour l'Afrique occidentale et centrale basée à Dakar, Sénégal.
- Directrice Régionale de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) pour le Bureau de l'Afrique Centrale (2010-2015) basée à Kigali, Rwanda.
- Conseillère Spéciale du Secrétaire général adjoint de l'ONU et Directeur Régional du PNUD pour l'Afrique basée à New York, États-Unis (2006-2009).
- Représentante résidente adjoint du PNUD basée à Niamey, Niger

(2004-2006).

- Analyste des politiques des Nations Unies pour l'Afrique Australe basée à Pretoria, Afrique du Sud (2002-2004).

Conseillère Régionale des Nations Unies pour la paix et la sécurité et l'égalité de genres dans la région des Grands Lacs, basée à Kigali, Rwanda (2000-2002).

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'Ambassade des États-Unis condamne l'attaque terroriste du 14 mai

L'Ambassade des États-Unis à Niamey a fermement condamné l'attaque terroriste du 14 mai à Tillabéri, qui a coûté la vie à 28 soldats nigériens. Nous présentons nos condoléances à leurs familles.

Ces attaques nous rappellent cruellement pourquoi les États-Unis restent résolus dans leur combat contre le terrorisme. Nous sommes aux côtés du Gouvernement du Niger et de son peuple, ainsi que de tous les pays de la région face aux menaces terroristes. Nous continuerons



à renforcer notre partenariat pour nous assurer que le Niger est en sécurité et de plus en plus capable de lutter contre les forces extrémistes.



Renforcer le journalisme d'investigation au Sahel, Phase 2

Communiqué de presse

Appel à projets d'investigations journalistiques

Date limite: 07 Juin 2019

Burkina Faso, Mali, Niger

Dans le cadre de la deuxième phase de son Programme "Renforcer le journalisme d'investigation au Sahel", la cellule Norbert Zongo pour le Journalisme d'Investigation en Afrique de l'Ouest (CENOZO) annonce l'ouverture d'un appel à projets d'enquêtes journalistiques au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

Ce programme vise à délivrer des bourses pour la réalisation d'enquêtes journalistiques aux meilleurs projets d'investigation dans les pays sus-cités.

Nous croyons qu'un journalisme de qualité est essentiel pour promouvoir la transparence et impacter de façon positive la société, afin d'améliorer la bonne gouvernance, la démocratie et le devoir de redevabilité dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.

Les journalistes porteurs d'un projet d'investigation et désireux de bénéficier de cette subvention peuvent postuler en remplissant notre canevas.

Que cherchons-nous?

Nous sommes à la recherche d'investigations avec un angle unique alimenté par l'intérêt public et l'innovation, abordant les problèmes dans ces trois pays du Sahel: le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

Nous sommes à la recherche de sujets qui dénoncent la mauvaise gouvernance, le crime organisé, la corruption et la violation des droits de l'homme dans les domaines suivants:

? Flux financiers illicites:

Evasion fiscale, Fuites de capitaux, Corruption, Trafic de drogue, Contrebande. L'Afrique aurait perdu plus de 1000 milliards de dollars du fait des transactions illégales au cours de ces 50 dernières années, selon Global Financial Integrity. C'est pourquoi il est important pour la CENOZO de recevoir des projets concernant les flux financiers illicites, que ce soit l'évasion fiscale, les fuites de capitaux, la corruption, le trafic de drogue ou encore la contrebande.

? Analyse budgétaire:

Pour la société civile, il est un devoir de suivre l'utilisation des ressources publiques par les gouvernants. Cela l'est encore plus pour les médias qui doivent tout rendre public au nom du droit à l'information des populations. Si vous avez des projets concernant le suivi des réalisations publiques (respects des budgets, des délais, des normes), vous devez postuler.

? Mines:

Or, Manganèse, Bauxite, Uranium, etc.

Le Sahel, notamment le Burkina Faso, le Mali et le Niger, est très riche en ressources minières. Les multinationales sont de ce fait très présentes dans l'industrie extractive dans cette région. L'industrie minière artisanale également n'abandonne pas. Nous recherchons des projets liés aux contrats miniers inéquitables, à l'usage des produits toxiques dans les mines, aux conditions précaires de travail, à l'utilisation des enfants dans les mines, etc.

? Foncier:

La CENOZO est intéressée à innover dans la façon dont les problèmes liés au foncier sont relatés dans les médias. Nous attendons des propositions de sujets concernant l'expropriation des paysans, la spéculation des terres, les failles des juridictions, l'impact de l'agrobusiness sur

le monde paysan.

? Ouverture

Si vous avez une idée d'article percutante qui ne correspond à aucune des catégories ci-dessus citées, n'hésitez pas à l'envoyer! Nous sommes ouverts à recevoir des histoires avec un impact public et des angles innovants. Surprenez-nous!

Nous allouons de petites subventions (500 euros) et des subventions plus importantes allant de 1000 à 3500 euros disponibles pour chaque catégorie!

Retenez que la date limite de soumission des projets d'enquêtes pour cette session est le vendredi 07 juin à minuit.

Comment postuler?

1. Un projet écrit d'un maximum de 250 mots expliquant clairement l'idée de votre enquête et précisant la catégorie à laquelle vous postuler.
2. Une estimation préliminaire du budget avec une ventilation détaillée des coûts (par exemple frais de voyage, restauration, etc.).
3. Une confirmation que l'article pourrait être publié dans le média avec lequel vous travaillez.
4. Précisez votre canevas d'enquête (démarche) et si vous avez des documents pour prouver votre histoire.
5. Un exemplaire (pdf) ou un lien d'une investigation que vous avez déjà réalisée.

Veillez remplir le modèle de demande incluant une proposition de budget et l'envoyer à l'adresse:

contact@cenozo.org ou arnaud@cenozo.org

Si vous travaillez avec d'autres confrères, choisissez un chef d'équipe et soumettez votre proposition détaillée comme possible.

Les histoires avec des documents probants qui soutiennent l'hypothèse seront privilégiées dans la sélection. Assurez-vous donc de nous proposer des projets qui n'ont pas encore été réalisés par d'autres confrères.

Le comité éditorial de la CENOZO évaluera vos propositions en fonction de:

1. La correspondance aux catégories spécifiées
2. L'argumentaire de l'histoire
3. L'angle de preuve
4. De la recherche de fond
5. Du calendrier d'exécution
6. De l'angle innovant

Note : Nous ne sponsorisons pas de vols internationaux! Si vous sentez que votre histoire a un angle transfrontalier nous vous suggérons de postuler en collaboration avec un autre journaliste issu de l'autre pays concerné. Au cas où vous n'auriez pas de confrère pour collaborer, faites-le nous savoir et nous serons en mesure de trouver un membre de la Cellule pour vous. C'est ce à quoi sert notre réseau : nous connecter et nous rendre plus forts!

La CENOZO vise à innover les paysages médiatiques de la sous-région et à soutenir les journalistes, leur combat pour la transparence et la responsabilité, la sensibilisation aux questions importantes en Afrique de l'Ouest.

Parce que personne ne peut mieux relater les faits en Afrique de l'Ouest que les **journalistes de l'Afrique de l'Ouest, faites entendre votre voix!**

Secrétariat général du MNSD

La page d'Abdoul Karim Tidjani définitivement tournée

Il plastronnait au poste de secrétaire général depuis le départ d'Albadé Abouba du MNSD. Abdoul Karim Tidjani avait fait la pluie et le beau temps jusqu'à conduire le parti à la mangeoire d'Issoufou Mahamadou. Mais, depuis le congrès de Tahoua, le ciel politique semble s'obscurcir au dessus de sa tête. En tout cas, pour le désormais ex-secrétaire général du MNSD, l'aurore s'éloigne davantage. Car, toutes les neuf coordinations de la région de Maradi lui ont tourné le dos pour soutenir Moussa Douchi. Une débâcle politique que Tidjani n'arrive pas à digérer. Une défaite politique qui traduit l'impopularité de l'homme dans la région de Maradi. Son rêve de remplacer, un jour, Seïni Oumarou semble être

brisé à jamais. Tout ce qui lui reste, c'est d'aller cuir un œuf ou de regagner, avec armes et bagages, le bateau de la renaissance, présentement piloté par Bazoum Mohamed dont la candidature se heurte à l'article 47 de la Constitution

Qui a détrôné Abdoul Karim Tidjani de son poste de secrétaire général ?

Pour lui, le poste de secrétaire général est une chasse gardée dans lequel il va demeurer. Malheureusement, il n'a pas su jouer le jeu. Car, en politique, ce sont les structures de base qui font et défont. Et les structures l'ont abandonné au profit de Moussa Douchi, un fidèle militant de la coordination de Maradi. Politiquement engagé, il a une riche et longue expérience. Moussa



Douchi est un homme très réservé qui garde toujours le secret. Il est, à tous points de vue, un homme sur lequel le parti peut compter en toutes circonstances et à tout moment. De l'avis de tous ceux qui l'ont fréquenté et connu, c'est un

homme qui ne trahit pas. Sa désignation au poste de secrétaire général par les neuf coordinations de la région de Maradi est donc une grande chance pour le MNSD- Nassara et son président.

Norbert

Fait divers

La grande mosquée de l'UAM, victime d'attaque d'abeilles

Les faits sortent de l'ordinaire. Car jamais de tels faits ne s'étaient produits au niveau de cette mosquée dans laquelle se rencontrent de fidèles musulmans de la communauté universitaire et des quartiers environnants. Le vendredi 17 mai 2019, au cours de la prière, une pluie d'abeilles s'est abattue sur la mosquée, occasionnant dans la panique, plusieurs blessés. Une panique générale qui s'est instaurée au moment du sermon de l'Imam de la mosquée. Une prédication brusquement interrompue. Ce vendredi, les fidèles paniqués et tourmentés couraient dans tous les sens, abandonnant tapis et chaussures sur les lieux. Comme si c'était le jour de l'apocalypse. Un vendredi noir pour les fidèles musulmans de cette mosquée qui n'ont toujours pas trouvé d'explications à ce phénomène inédit. Et les spéculations et commentaires continuent toujours.

Affaire de faux diplômes dans les services et sociétés d'Etat

Un devoir de clarifications s'impose

Dans un article de sa précédente parution, Le courrier a demandé à la HALCIA d'investiguer au niveau de la mairie de Niamey et de la SPEN où il s'y trouverait des détenteurs de faux diplômes. Suite à cet article, votre hebdomadaire a été interpellé par de nombreux lecteurs désirant connaître les identités précises de ces faussaires. Certains sont allés jusqu'à soupçonner, pour le cas de la SPEN, le directeur général de cette société. Le courrier tient à préciser qu'il ne s'agit nullement de lui, mais d'un de ses proches collaborateurs, recruté à la SPEN sur la base d'un faux diplôme. Cela est connu de tous ses camarades de promotion qui sont décidés à le dénoncer. Sale temps, donc, pour ce faussaire. Tout ce qui est pourri, se sent. Nous y reviendrons !

Retard dans le paiement des salaires

Des fonctionnaires nigériens broient du noir

Difficile, c'est la situation que traversent beaucoup de travailleurs nigériens par faute de retard dans le paiement des salaires par l'Etat. Des travailleurs qui peinent à joindre les deux bouts et qui tirent le diable par la queue. Surtout en ce mois béni de Ramadan. Du reste, selon certains témoignages, ils sont nombreux, les travailleurs qui n'ont pas jusqu'à ce jour touché leurs salaires de mai. Ils attendent toujours que l'Etat honore sa part de contrat. Ce qui lui semble être difficile ces derniers temps, avec la gabegie et la mise à sac des fonds et biens publics, érigées en mode de gouvernance par les princes de la renaissance. Aujourd'hui, les agents de l'Etat qui n'ont toujours pas été payés sont dans une véritable situation

de désespérance. Beaucoup de foyers sont exposés à une désintégration certaine et les plus vulnérables sont poussés à la mendicité. En tout cas, la situation est plus lamentable dans ces foyers plongés dans le besoin quotidien par l'incapacité du régime d'Issoufou Mahamadou et ses thuriféraires à payer les salaires à termes échus. Après la période de 1992-1994 d'arriérés de salaires, ainsi que la parenthèse noire de Daouda Malam Wanké, le Niger risque de renouer encore avec cette page sombre de son histoire. Et, ce ne sont pas les militants du SYNACEB, (syndicat national des contractuels de l'enseignement de base), les enseignants chercheurs et les vacataires de l'Université de Niamey qui diront le contraire.

Dégradation continue de la situation sociopolitique nationale

Le gouvernement jette de l'huile sur le feu

Alors qu'il est sévèrement critiqué par une opinion nationale de plus en plus révoltée par ces hécatombes au sein de l'armée du fait de sa légèreté, le gouvernement cherche des faux-fuyants en essayant de se trouver des boucs émissaires. La victime est toute trouvée. C'est Hama Amadou, cet opposant politique que les complots successifs n'ont pas suffi à anéantir et qui semble reprendre du poil de la bête. Présent récemment en Turquie à l'invitation des militants de son parti résidant dans ce pays, Hama Amadou a indiqué que le gouvernement envoie délibérément à la mort une certaine catégorie de militaires nigériens. Et pour ne point laisser de doute sur sa responsabilité, il précise qu'il le dit à haute et intelligible voix. Ce propos a suffi pour enflammer l'ardeur des maîtres de Niamey qui désespéraient de trouver une affaire pour détourner l'attention des Nigériens sur leurs préoccupations du moment. Ils ont donc vite fait de créer une affaire dans l'affaire, accusant le chef de file de l'opinion, sans toutefois le nommer, de propos diffamatoires et attentatoires au moral des troupes en tant de guerre. Grievs sur la base desquels le ministre de la Défense nationale a souligné saisir le procureur de la République pour plainte contre Hama Amadou. L'annonce et la publication de ce communiqué alarmant qui fait apparaître le ridicule des autorités de Niamey a fait enflammer les réseaux sociaux. Les partisans du régime enfoncent le clou pour vilipender cet opposant politique qui les empêche de dormir tranquilles tandis que les partis de Hama Amadou et nombre d'observateurs dénoncent une cabale non

justifiée. Le climat sociopolitique se détériore et le gouvernement semble s'exercer à jeter de l'huile sur le feu.

Le Président Issoufou et son ministre de la Défense, Kalla Moutari, ne peuvent ni prétendre ignorer la dialectique terrorisme-traffic de drogue, ni omettre qu'un gramme de drogue sur lequel ils ferment les yeux peut coûter la vie d'un soldat ou d'un civil nigérien.

De fait, Niamey a fait preuve de légèreté dans la gestion du terrorisme et son pendant financier, le trafic de drogue. Incapables de s'en prendre aux trafiquants de drogue qui squattent les couloirs de la présidence de la République, du Cabinet du Premier ministre et du président de l'Assemblée nationale, les autorités nigériennes prétendent pourtant être engagées dans une lutte implacable contre le terrorisme. Or, souligne Mohamed Bazoum, ce terrorisme, ainsi que le banditisme transfrontalier, sont financés par l'argent tiré du trafic de drogue. Niamey joue ainsi à un jeu trouble. Ceux qui financent le terrorisme et le banditisme transfrontalier sont des amis et alliés politiques, conseillers dans les institutions de la République, par conséquent au cœur du renseignement stratégique portant sur la vie de l'Etat. Sidi Lamine, Mohamed Sidi Mohamed alias Hamada, bras droit du parrain de la drogue au Sahel, Koreini Ali, Oumarou Roua et consorts se livrent tranquillement à leurs activités criminelles, sous la confortable couverture de l'Etat. Le Président Issoufou et son ministre de la Défense, Kalla Moutari, ne peu-



vent ni prétendre ignorer la dialectique terrorisme-traffic de drogue ni ne pas comprendre qu'un gramme de drogue sur lequel ils ferment les yeux peut coûter la vie d'un soldat ou d'un civil nigérien.

Pourtant, ils n'ont jamais pris les mesures qu'il faut pour couper aux terroristes la source principale de leur financement et de leur armement. A Niamey, en avril 2018, c'est un entrepôt de plusieurs tonnes de drogue qui a été démantelé par la police, après échange de coups de feu. Mais d'arrestations, point. Le ministre de l'Intérieur, Mohamed Bazoum, flanqué du procureur de la République, s'est empressé, contre toute attente, de faire incinérer les tonnes de résines de cannabis saisies.

La légèreté du gouvernement dans la gestion du terrorisme est notoire.

La connexion entre le trafic de drogue et le terrorisme étant indéniables, il reste à Niamey de justifier la présence, au cœur des institutions de la République, de trafiquants de drogue. Les tâtonnements, les kamé-kamé face aux attaques et agressions des terroristes, le laisser-aller accordé aux par-

rains de la drogue et à leurs dealers, ont fini par convaincre une grande frange de l'opinion nationale que les autorités nigériennes ont des explications à donner aux Nigériens. Le propos tenu par Hama Amadou est en réalité ce qui se dit un peu partout au Niger. La légèreté du gouvernement dans la gestion du terrorisme est notoire. Chef suprême des armées, c'est par un simple communiqué, publié le 15 mai 2019, que le Président Issoufou a exprimé sa compassion avant de se décider, sous les critiques nourries des Nigériens, à partir, le 16, au chevet des blessés, à l'hôpital de référence de Niamey. Quant au ministre de la Défense, parti dans la même logique à Mangaïzé le 16 mai, il a tenu des propos qui ont davantage jeté le trouble sur la responsabilité du gouvernement sur ces massacres de l'armée nigérienne. Une armée qui dispose d'appareils volants mais qui n'a pas la possibilité de les utiliser dans la guerre contre le terrorisme.

Par delà la diffamation et l'atteinte au moral des troupes, Maman Abou a révélé des secrets de défense.

Sous le titre « ministère de la
Suite page 5

Défense – Pourquoi tant de laxisme et négligence au sein de l'armée de l'air ? », Maman Abou a tiré la sonnette d'alarme par rapport à la situation inadmissible de l'armée de l'air. Il informe ainsi que « si on n'y prend garde, l'armée nigérienne risque de ne plus disposer d'avion pour accomplir sa mission régaliennne ». Et d'ajouter : « En effet, trois hélicoptères sont garés en attente de réparation depuis belle lurette. L'état de ces appareils nécessite une intervention en Russie pour leur remise en état opérationnel. Mais, malgré la demande incessante, les autorités de tutelle feignent de ne pas en faire une priorité, malgré les défis du moment ». [...] « L'armée nigérienne se trouve présentement privée de cinq appareils volants du seul fait de la négligence de l'autorité compétente ». Une accusation plus claire, plus directe et plus grave que le propos sibyllin du chef de file de l'opposition. Et pourtant, l'on n'a noté aucune plainte contre Maman Abou qui, par delà la diffamation et l'atteinte au moral des troupes, peut être poursuivi d'avoir révélé des secrets de défense. Le 19 mai 2019, vers 13 heures, le Courrier a tenté, à plusieurs reprises d'avoir le ministre de la Défense au téléphone afin de répondre à ces graves interrogations de ses compatriotes, mais en vain. Silence radio !

L'Etat nigérien serait-il pris en otage par les narcotrafiquants ?

Tout semble aller à vau-l'eau. D'une part, les autorités publiques donnent l'impression d'être désemparées, sans solutions face aux défis auxquels le Niger est confronté ; d'autre part, les citoyens affichent un ras-le-bol qui frise la révolte. Au centre de cette chienlit générale, la question du trafic de drogue et du terrorisme dont les ténors et parrains disposent manifestement d'un sauf-conduit pour se livrer tranquillement à leurs activités criminelles tandis que des centaines de soldats nigériens tombent régulière-

ment sous les balles des terroristes, achetées avec l'argent de la drogue. C'est une véritable quadrature du cercle. Des trafiquants de drogue, il y en a à la direction générale de la sécurité d'Etat (DGSE), pilotée par le général de gendarmerie Chekou Koré, dans les murs de la présidence de la République, du Cabinet du Premier ministre et du président de l'Assemblée nationale. Des trafiquants de drogue notoirement connus et épinglés dans des affaires, mais qui gardent leur statut de conseillers aux plus hautes autorités nigériennes. L'Etat nigérien serait-il pris en otage par les narcotrafiquants ? La découverte et le démantèlement, en juin 2018, d'un entrepôt contenant plusieurs tonnes de résines de cannabis, à Niamey, a fini par convaincre les plus sceptiques sur la gravité du fléau qui gangrène le pouvoir de Niamey. Des tonnes de cannabis brûlés aussitôt que saisies, comme si les initiateurs (le ministre de l'Intérieur et le procureur de la République) cherchaient à faire disparaître les preuves de la compromission.

« C'est l'argent tiré du trafic de drogue qui finance le terrorisme et le banditisme transfrontalier », dixit Mohamed Bazoum

Dans un entretien accordé au journal gouvernemental, Sahel-dimanche, Mohamed Bazoum a clairement affirmé que c'est l'argent tiré du trafic de drogue qui finance et entretient le terrorisme et le banditisme transfrontalier. Une vérité reprise par le directeur de l'Octris [Ndlr : Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants] qui a confirmé que « la relation entre le trafic de drogue et le terrorisme est plus que jamais établie. [...] « Dans beaucoup de cas, souligne-t-il, les cartels de drogue actifs dans les pays du sahel payent des droits de passage aux groupes terroristes dans les zones contrôlées par ces derniers ou qui sont sous leur influence ». Pourtant, les trafiquants de drogue et individus ayant manifestement des atomes crochus avec les terroristes continuent de faire la pluie et le beau temps à Niamey. Oumarou Roua, un conseiller du Premier ministre Brigi Rafini, a « disparu » depuis le 11 avril 2019. Ce lugubre individu a disparu dans la région de Tongo-Tongo où il s'est rendu, en compagnie d'un chargé de mission de la Haute autorité à la consolidation de la paix dirigée par le général Abou Tarka, pour rencontrer un émissaire du groupe Etat islamique au grand sahara (EIGS), ce même groupe qui a revendiqué le massacre, le 14 mai 2019, d'une trentaine de soldats nigériens, dont le lieutenant Hassane Djibrilla. Or, Oumarou Roua est un proche parent de Gandou Zakara et partisan politique de Mohamed Bazoum. Est-ce ces connexions dangereuses qui expliquent cette belle assurance des autorités nigériennes ? Ministre de l'Intérieur, Mohamed Bazoum a déclaré sur TV5 ceci : « Nous avons une forme de gouvernance qui nous met à l'abri des risques de ce genre-là. Je ne vois pas comment il peut être possible que ce qui se passe au Mali et au Burkina Faso puissent nous atteindre et qu'il peut y avoir des risques de conflits intercommunautaires ». Quelle gouvernance ?

Le Niger va à vau-l'eau sous les bottes de Mahamadou Issoufou

La gouvernance de Mahamadou Issoufou n'est pas gangrenée que par le trafic de drogue, source de financement du terrorisme et du banditisme transfrontalier. La cohésion sociale et l'unité nationale sont également mises à rude épreuve, suscitant la résurgence des démons de la division et de la discorde. Sur fond de rupture totale d'égalité des Nigériens devant la loi, des hommes peuvent ouvertement s'attaquer aux fondements de l'unité nationale sans craindre d'être poursuivis tandis que d'autres, pour la moindre allusion se voient embastillés et jetés en prison. Le pouvoir de Niamey ne se gêne pas de cette

injustice flagrante qui fait germer la révolte. Car les plus grands pyromanes se recrutent curieusement au sein du pouvoir et à des sommets inimaginables. Ministre de l'Intérieur et candidat à l'élection présidentielle, Mohamed Bazoum a déclaré à Jeune Afrique qu'il y a au sein de l'armée nigérienne des officiers ethnicistes avant de prétendre que ses propos ont été déformés par la journaliste avec qui il a eu un entretien dans le hall de son hôtel. Sanoussi Jackou est un conseiller avec rang de ministre du président de la République. Il a propagé, par voie de presse, des propos que le Conseil supérieur de la communication (Csc) a qualifiés d'attentatoires à la cohésion sociale et à l'unité nationale. Brièvement interpellé sous la pression des protestations et des dénonciations populaires, Jackou sera laissé libre de vaquer à ses occupations. Il fera des émules. D'autres, sans doute rassurés sur l'impunité dont jouissent les partisans du pouvoir, s'y sont donné à cœur joie. Récemment, c'est un certain Ahamok Mohamed qui s'est répandu sur les réseaux sociaux pour préférer des menaces de partition du Niger si jamais Mohamed Bazoum est recalé par l'article 47 de la Constitution. Cet article précise en son alinéa 3 que seuls peuvent prétendre à la magistrature suprême les Nigériens de nationalité d'origine.

Laboukoye

LE COURRIER

Hédomadaire d'informations
générales et de réflexion

NIF : 17763 / S

Tél : 96 88 74 09

96 29 05 42

Siège : Quartier Terminus

E-MAIL :

lecourrier_niger@yahoo.fr

Fondateur

Ali Soumana

Directeur de Publication

Moussa Dodo

Impression : GIN

Tirage

1500 Exemplaires

Nouvel scandale à l'ARCEP

Un marché de plus de deux milliards donnés par entente directe

Lors de son conseil du lundi 10 mai 2019, le gouvernement a écouté une communication du ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique relative à l'attribution d'un marché public par entente directe pour l'acquisition et l'implémentation de systèmes de contrôle du spectre pour le compte de l'Autorité de régulation des communications électroniques et de la poste (ARCEP). Ce marché, indique la communication, d'un montant de deux milliards six cent soixante quatre millions six cent trente-trois mille cent dix sept (2 664 633 117) francs CFA, toutes taxes comprises, a été attribué au constructeur allemand d'équipement RHODE & SCHWARZ pour un délai d'exécution de 18 mois, en deux phases de neuf mois, chacune. L'histoire de ce marché, puisqu'elle en a une, remonte à 2017, précisant courant mai 2017. L'ARCEP, à l'époque ARTP [Ndlr : Agence de régulation des télécommunications et de la poste], avait lancé un appel d'offre international n° 009/2017/ARTP relatif à l'acquisition et à la mise en service de deux (02) stations mobiles de contrôle du spectre et d'un centre de contrôle du spectre pour le compte de l'ARTP. Avaient participé à cet appel d'offre international les trois leaders mondiaux du contrôle du spectre, à savoir RHODE & SWARZ, LS Telecom, l'américain T.C.I ainsi que deux autres sociétés de moyenne envergure dans le domaine : AZTELCO, une société française et INTELEC 3 SARL (maliennne).

Lors du dépouillement en 2017, c'est la société française AZTELCO qui a fait la meilleure offre

À l'issue du dépouillement de l'appel d'offre présidé par Abdoukarim Mossi, auditeur/contrôleur interne à l'ARTP, celui-là même qui a conduit l'opération de recouvrement des fonds et biens publics détournés sous la transition militaire de Salou Djibo. La séance a été supervisée par l'huissier de Justice, M^e Ibrahim Mamane, en présence des représentants des soumissionnaires. Des cinq concurrents, c'est AZTELCO, la société française qui a fait la meilleure offre financière avec 1 427 107 265 FCFA, suivie d'INTELEC 3 CANAL, la société maliennne pour un montant de 1 297 888 761 FCFA. RHODE & SWARZ, la société allemande à qui le marché a finalement échu par entente directe n'est classée que troisième en termes d'offre financière avec 1 234 312 266 FCFA.

Angela Merkel est passé par là

Jugé infructueux, l'appel d'offre a été pratiquement abandonné jusqu'à cette date du mai 2019 où le gouvernement a décidé de passer outre les obligations légales pour octroyer le cadeau à la société allemande RHODE & SCHWARZ. Intervenue une semaine à peine après le passage, à Niamey, de la chancelière allemande, Angela Merkel, les observateurs soupçonnent une pression de la dame de fer qui a dû revendiquer auprès de Mahamadou Issoufou la part du gâteau des sociétés et groupes allemands. Il n'y a pas que ça. C'est lors du même conseil des ministres que le gouvernement a également adopté le décret portant approbation de la convention de concession de l'activité du service public de production de l'énergie électrique entre l'État du Ni-

ger et ISTISTHMAR WEST AFRICA à travers un contrat de partenariat public privé (PPP), une autre société allemande. Deux marchés de plusieurs mil-

liards au bout d'une mission de moins de 24 heures, le déplacement a été plus que fructueux pour Angela Merkel. Nous y reviendrons. **Laboukoye**

Les offres financières hors taxe (HT) proposées par les cinq sociétés étaient les suivantes :

- 1. T.C.I : 947 219 000 CFA
- 2. LS TELECOM : 1 099 316 800 CFA
- 3. RHODE & SCHWARZ : 1 234 312 266 CFA
- 4. INTELEC3 SARL : 2 305 923 \$ (Environ 1 297 888 761 au taux de 562,85)
- 5. AZTELCO : 1 427 107 265 CFA

Moussaabaka du Sultanat de Dosso

PRIX IMAM HAROUNA

la jeunesse Dossolaise c'est aussi le coran

A la MJC de DOSSO du 25 au 26 MAI 2019

URANIUMGATE

**Lettre ouverte au chef de l'État Issoufou Mahamadou
Monsieur le Président, où sont nos 200 milliards F CFA**

MONSIEUR le Président, pour une fois, 'LE COURRIER' a préféré vous interpellé, en votre qualité de magistrat suprême et garant du bon fonctionnement des institutions de la République. Nous en appelons à toutes vos prérogatives constitutionnelles afin d'aider à éclairer la lanterne des 19 millions de Nigériens que nous sommes, relativement à l'affaire dite Uraniumgate.

Monsieur le Président, notre interrogation se résume en cette question : où sont nos **200 milliards FCFA** ? Remarquez que la

"disparition" d'une telle somme suscite forcément un grand émoi au sein de l'opinion nationale. Pour dire vrai, les Nigériens sont littéralement atterrés par ce tour de passe-passe exécuté par l'un de vos plus fidèles lieutenants, en la personne de HASSOUMI MASSOUDOU. En effet, votre ancien directeur de Cabinet est le maillon principal de cette opération financière des plus mafieuses. D'ailleurs, il n'a point nié le bienfondé des accusations portées par "LE COURRIER". Bien au contraire, HASSOUMI MASSOUDOU a grandement corroboré nos affirmations. L'ensemble des Nigériens sont avides de connaître la vérité sur ce scandale politico-financier. Nous le savons, dans votre entourage, "LE COURRIER" est très mal vu et nous le comprenons aisément du moment où il dérange en divulguant



régulièrement des affaires qui gênent au plus haut point votre régime. Si mettre en lumière des scandales imputables à votre gestion cahoteuse constitue notre seul péché, que l'on nous reconnaisse au moins le mérite d'assumer cette mission de service public qui incombe à la presse. Monsieur le Président, nous réitérons une fois de plus notre question : où sont donc nos 200 milliards FCFA? De par vos fonctions de chef suprême de l'administration publique, vous ne pouvez pas ignorer la destination prise par cet argent soutiré aux contribuables nigériens. Absolument pas. Vous taire fait de vous le complice d'une des plus grosses forfaitures jamais commises au Niger. Ne pas accéder aux attentes du peuple quant à la manifestation de la vérité fait de vous le parrain d'une ignominieuse association de malfaiteurs. Monsieur le Président, plus que jamais vous êtes dans l'obligation absolue de laisser la justice suivre son cours, sans ingérence d'aucune sorte et mieux, de la soutenir ouvertement dans cette affaire des 200 milliards de l'Etat nigérien.

Monsieur le Président, nous ne saurions terminer cette lettre sans reposer notre question : où sont passés nos 200 milliards FCFA? Sans nul doute, vous avez la réponse à cette question. Alors, le peuple entier vous le demande avec insistance. **Alpha**

COMISSÃO DA CEDEAO

ECOWAS COMMISSION



COMMISSION DE LA CEDEAO

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Créée le 28 mai 1975, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest(CEDEAO) est une organisation régionale intergouvernementale regroupant les quinze (15) Etats membres suivants : le Bénin, le Burkina, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée Bissau, le Liberia, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Son Siège social est à Abuja, Nigeria et les langues de travail Sont : l'anglais, le français et le portugais

La mission de la CEDEAO est de promouvoir la coopération et l'intégration en vue de mettre en place une union économique pour accélérer le développement social, économique et politique de la région ouest africaine. La CEDEAO est également l'un des piliers de la réalisation de la Communauté économique africaine. La CEDEAO est composée d'Institutions et d'Agences spécialisées dont la Cour de Justice de la Communauté, le Parlement de la CEDEAO, l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS) et le Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent (GIABA).

En vue d'une mise en œuvre efficace de ses programmes sectoriels, la CEDEAO a entrepris une réforme structurelle et organisationnelle et cherche à recruter des candidat(e)s capables, qualifié(e)s et ressortissants des Etats-Membres de la CEDEAO, dans les domaines suivants :

1. Administration Générale, Conférences, Finance; Gestion des Ressources Humaines,

- 2. Politiques Macroéconomiques, Recherche Economique, Infrastructure,
- 3. Commerce, Douanes, Libre Circulation, Industrie et Promotion du Secteur Privé
- 4. Agriculture, Environnement, Ressources naturelles, Santé, Santé animale
- 5. Affaires Politiques, Paix, Sécurité, Affaires Sociales et Genre
- 6. Education, Science et Culture, Développement de la Jeunesse et du Sport
- 7. Télécommunications et Technologies de l'Information
- 8. Blanchiment d'Argent et financement du terrorisme
- 9. Relations internationales / Diplomatie, Affaires juridiques
- 10. Suivi et évaluation, Gestion stratégique, Planification stratégique
- 11. Mines, Énergie, énergies renouvelables, efficacité énergétique
- 12. Audit interne

Les personnes souhaitant faire acte de candidature sont priées de bien vouloir visiter

Régulièrement **le site web de la CEDEAO, www.ecowas.int** où les postes seront Progressivement publiées. Ils devront, à cet effet, télécharger le formulaire de demande d'emploi, le remplir et l'envoyer en pièce jointe en plus de leur CV à l'adresse électronique Indiquée pour le poste choisi. Les potentiels candidats doivent avoir moins de 50 ans.

Les candidatures féminines sont encouragées. Seuls les candidats présélectionnés seront Contactés.

Lettre ouverte au président de la République

Monsieur le Président de la République,

Je me permets de vous faire part des sujets de causerie actuels des nigériens puisqu'il se raconte que vos amis et vos services compétents ne vous disent plus la vérité pour ne pas vous contrarier.

Les nigériens disent avoir compris qu'à chaque fois que vous avez voulu de quelque chose, vous vous donnez tous les moyens pour l'obtenir, quitte à assécher les finances publiques, à réinterpréter voire même dénaturer des lois de la République. A titre illustratif, ils citent la réécriture de la loi sur le code des marchés publics dans le seul but d'y extirper le jeu de la concurrence, vous donnant ainsi les moyens d'octroyer à vos amis étrangers, dans l'opacité la plus totale, des contrats juteux à plusieurs milliards de CFA. Le prétexte est tout trouvé : finir à temps les travaux entrant dans le cadre de l'organisation de votre sommet de l'UA de juillet 2019.

C'est ainsi que vous avez entrepris de construire à Niamey en un temps record un aéroport de 100 milliards de FCFA, un hôtel de 17 étages en moins d'un an pour vos hôtes de juillet 2019. Vous avez décidé de construire une route prioritaire à plusieurs voies sur la dizaine de km de l'artère que vous emprunter régulièrement pour vous rendre à l'aéroport.

Ces infrastructures feront certes la fierté des nigériens. S'ils l'admettent volontiers devant le fait accompli, ils s'interrogent cependant sur leurs pertinences dans le contexte économique d'un pays que vous avez beaucoup de peine à sortir de son extrême pauvreté, un contexte d'austérité ayant servi de socle aux lois des finances 2018 et 2019 tant décriées par la société civile.

Les nigériens disent savoir à présent que toutes ces infrastructures serviront beaucoup plus à flatter votre égo qu'à améliorer leurs conditions de vie précaires. Engagées sans appels d'offres, ils ont compris qu'elles serviront aussi à générer des rétros commissions aux apparatchiks de

vos système.

Déjà asséchés financièrement, peinant à payer leurs factures d'électricité et déshydratés sous l'effet de la forte chaleur du moment quede longues coupures d'électricité attisent quotidiennement, les nigériens se sont définitivement fait une idée de vous. Quand vous vous obstinez à obtenir quelque chose, très souvent d'ailleurs aux antipodes de ce qu'ils attendent de vous, les moyens et le temps ne vous font jamais défaut. Rien absolument, rien ne peut vous y dévier. Au point où même si vos proches vous voient foncer droit dans un mur, personne autour de vous ne peut vous alerter. Gare en effet à celui qui tente de vous en dissuader. Aussi proche de vous qu'il se trouve être, celui-ci perdra la possibilité de s'adresser à vous de nouveau. Vous êtes ainsi fait selon ceux qui vous connaissent le mieux.

Les nigériens disent être convaincus que si la moitié de l'obstination dont vous pouvez faire montre dans vos projets était utilisée pour régler leurs problèmes d'eau et d'électricité depuis votre arrivée au pouvoir, ils ne seraient pas là, à manquer d'eau et d'électricité en cette période caniculaire du mois béni de ramadan.

Ils disent que si vous aviez utilisé le tiers de votre détermination ou plutôt de votre entêtement qui leur rappelle les moments forts de la pose de vos rails Niamey-Dosso, la maternité centrale Issaka Gazobi ou les services des urgences de l'hôpital national de Niamey et certainement bien d'autres centres sociaux de base, ne seraient pas dans leur états moribonds d'aujourd'hui.

Ils ont compris que si trois fois moins de cette détermination ou de cette obstination qui vous colle désormais avait été consacrée dans la résolution de la crise universitaire et scolaire, nos universités et nos écoles, ne seraient plus dans ces crises persistantes. Mais ils savent aussi que vous et les animateurs de votre régime ignorent totalement leurs souffrances du moment. Et pour cause, votre palais et les résidences de



vos proches sont équipés de groupes électrogènes qui vous procurent généreusement la part d'électricité quotidienne que la NIGELEC refuse de leur fournir. Ils constatent avec regret que les ronronnements des moteurs de ces puissants groupes électrogènes vous empêchent d'entendre leur désarroi, vous éloignant encore plus des réalités de votre pays.

Si bien, disent-ils, qu'à chaque fois qu'ils ont l'occasion de vous écouter parler de votre bilan à la tête du pays, ils se rendent compte que le Niger dont vous parlez est totalement différent de celui dans lequel ils vivent.

Ils s'en ont fait une raison car constatent-ils, du Niger, vous ne connaissez plus que votre palais, vos chantiers de prestige et le chemin qui, de votre palais-forteresse, entre une haie de blindés, vous conduit à l'aéroport international Diiori Hamani d'où décolle

et atterrit régulièrement votre Mont Greboune. Ils vous observent passant votre temps à voler et à voler, survolant à altitude de croisière leur misère quotidienne. Ils en vont jusqu'à ironiser en disant que vous totalisez à présent les heures de vol nécessaires pour être commandant de bord sur Boeing 737-700.

Ah, ces nigériens avec leur sens d'humour ! Ils commentent à leur manière la récente radiation d'un général des FAN pour, ont-ils compris, n'avoir jamais effectué de visite sur le terrain peut-être pour manque de courage... Ils disent pourtant ne jamais se souvenir d'une seule visite du Chef suprême des armées sur le théâtre des opérations afin de remonter, comme ils le voient ailleurs, le moral de la troupe au moment où nos vaillants soldats se font régulièrement fauchés par les balles des obscurantistes islamistes.

J'ai estimé qu'il est de mon devoir de porter ces causeries intéressantes des nigériens à votre connaissance.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute considération.

L'élégance, la mode c'est

SORA
Prestige

.Foyer de couture
.Couture : Homme, femme et enfant
.Vente : Prêt à porter

Contact: 00227 94 09 74 94 / 91 11 03 02
Email: ramatoulayeissamossi@gmail.com
Lieu: Bobiel, face école Galaxie. Niamey- Niger